



# Politique énergétique: la Suisse dans l'impasse

Au mois d'avril, le Conseil fédéral a proposé de supprimer le budget de SuisseEnergie dans le cadre des mesures d'allègement. Comme solution alternative, il a préconisé des prescriptions plus sévères pour les bâtiments, les véhicules et les appareils, ou une taxe de 0.4 ct/kWh sur les énergies non renouvelables pour relancer ce programme. Les Chambres fédérales envisagent d'autres solutions: le Conseil aux Etats voudrait réduire de 42% le budget de SuisseEnergie (-23 millions de francs); le Conseil national, de 18% (-10 millions).

SuisseEnergie fait partie du paysage de notre pays. Son objectif est de promouvoir les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie. Il représente la continuation d'Energie 2000, créé en 1990, au lendemain de l'acceptation du moratoire nucléaire. Il ne serait pas politiquement correct de revoir à la baisse l'engagement de la Confédération dans le secteur de l'énergie. En effet, il y a quelques mois, lors des discussions sur les initiatives antinucléaires, à Berne on affirmait qu'il fallait continuer à encourager les énergies renouvelables, même si le peuple refusait le maintien du moratoire. Partisans et adversaires se montraient d'accord sur le fait que l'atome ne peut pas représenter la solution de long terme. Les débats récents de politique énergétique, environnementale et sociale montrent toutefois qu'on a beaucoup de mal à trouver des solutions originales et viables pour les générations futures.

## 20 ans d'efforts

La politique énergétique suisse se trouve de nouveau dans l'impasse. Naturellement, il faut reconnaître les réalisations du passé, qui ne sont pas négligeables. Mais après vingt ans d'efforts, on ne voit toujours pas comment sortir des énergies fossiles. En outre, le consensus reste relativement faible. On assiste à une panoplie d'initiatives, dont le rapport coût-efficacité est parfois douteux: on concentre la quasi-totalité des projets en Suisse, même si on sait qu'un franc investi dans les pays du Sud rapporterait beaucoup plus qu'un franc placé chez nous, notamment en termes de diminution des émissions de CO<sub>2</sub>. Une stratégie qui nous permettrait d'ailleurs de coupler effi-

cacement la politique énergétique et l'aide au développement, sans exclure l'économie suisse.

Il ne faut pas perdre de vue les enjeux liés à l'énergie pour l'économie, la société, l'environnement et la paix, comme la guerre en Irak nous le rappelle. Il y a trente ans, on découvrait la crise du pétrole. Dans un même laps de temps, on pourrait plonger dans une crise énergétique aux conséquences difficilement calculables à cause de l'épuisement de l'or noir. En outre, les problèmes de l'énergie sont très complexes et controversés. Les universités ont mis en chantier une panoplie de projets dans ce domaine. L'intérêt n'est toutefois pas toujours si évident. Souvent les préoccupations méthodologiques priment, si bien que l'énergie représente simplement une excuse pour obtenir des financements au nom du développement durable et de l'interdisciplinarité.

## Préparer l'avenir

En fait, la sortie des énergies fossiles pourra être provoquée par une suite de catastrophes climatiques, qui nous obligeront à changer de style de vie. On peut également espérer des percées technologiques majeures, économiquement viables et socialement acceptables. Mais elles ne se profilent hélas pas à l'horizon. Ceci dit, il y a peut-être une alternative: créer un projet de politique énergétique courageux, qui prépare les grands changements à venir. Dans cette perspective, il faudra redéfinir les objectifs et les instruments de la politique énergétique, et dépasser le cadre des accords bilatéraux dans nos relations avec l'Union européenne. Les résistances manifestées par la droite dans le domaine de la taxation de l'énergie, et par la gauche en matière de réorganisation des marchés, risquent toutefois de court-circuiter les réformes nécessaires. Dans l'attente, le Parlement fédéral pourrait se contenter de couper 10 millions du budget de SuisseEnergie, conservant ainsi une passerelle vers l'avenir.

**Franco Romero, Centre universitaire d'étude des problèmes de l'énergie (CUEPE)**